

Le khat en Somalie : réseaux et enjeux

LE conflit somalien a mis au devant de la scène internationale des sociétés dont les us et coutumes étaient largement méconnus. C'est ainsi que les membres des organismes humanitaires, les journalistes et les soldats de l'opération « Rendre l'espoir » ont découvert le rite de la mastication des feuilles de khat (*kaad* en Somalie, *miraa* au Kenya, *tschat* en Éthiopie).

En raison d'une production locale et de la nécessité de « brouter » les jeunes feuilles dans les deux jours suivant la cueillette, l'aire d'expansion du khat reste limitée à la Péninsule arabique et à l'Afrique orientale. Placé en 1972 au tableau II de la Convention des Nations unies sur les substances psychotropes, il contient une amphétamine naturelle qui provoque une stimulation intellectuelle et physique, une suppression de la faim et une excitation de la libido. Cet état d'euphorie (le *markana* en Éthiopie, *marqaan* en Somalie), est suivi d'une phase de repli sur soi, d'insomnie et de perturbation de l'acte sexuel.

Afin de comprendre quelle fut l'influence du khat en Somalie, on se propose, dans un premier temps, de retracer l'évolution de cet usage, dont l'histoire est profondément liée aux événements qui ont déchiré ce pays. De la prohibition à la légalisation, en passant par les taxes et les réglementations diverses, nous retracerons les différentes interventions normalisatrices des gouverne-

ments. Nous évoquerons ensuite l'impact politique, économique et social, du trafic du khat, dans le contexte de la guerre civile.

Conséquences des interventions normalisatrices de l'État somalien sur le marché du khat

Le khat : un symbole d'opposition aux autorités coloniales

Alors qu'en Éthiopie et au Yémen, le khat est une plante plus ou moins mythique dont l'usage est enraciné depuis des siècles, sa consommation en Somalie s'est surtout développée au XX^e siècle.

Avant 1960, c'était un phénomène plus ou moins limité au Nord-Nord-Ouest de la Somalie. Les conducteurs de camions qui se rendaient vers les villes éthiopiennes de la région d'Harar, haut lieu de culture du khat, consommaient cette plante pour se maintenir éveillés. C'est ainsi que les feuilles fraîches furent plus facilement accessibles aux habitants des villes. Son utilisation était surtout populaire parmi un petit groupe de poètes, connus sous les noms de *buugaan buug* ou *qaarami* (1).

(1) C.L. Gesheker, « Anticolonialisme and Class Formation : the Eastern Horn of Africa Before 1950 », *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 18, 1985, pp. 26-27.

L'importation, la culture et la vente de khat furent interdites dès 1921, mais cette loi se révéla inefficace compte tenu des difficultés à contrôler la frontière avec l'Éthiopie (2). Le gouverneur anglais, Gerald Reece, promulga une nouvelle loi en 1939 pour proscrire cet usage, mais cela ne fit que stimuler la consommation car, mâcher le khat, devint un déficit au gouvernement colonial.

Taxe à l'importation : généralisation de l'usage du khat

En janvier 1957, l'interdiction fut remplacée par une taxe à l'importation. La Somalie devint alors un pays grand consommateur de khat kenyan et éthiopien.

Les répercussions sociales et économiques de cette pratique furent peu à peu dénoncées. Pour financer l'achat du khat en devises, les commerçants recouraient au marché noir, utilisaient les revenus des expatriés somaliens dans le Golfe, ou bien, troquaient illégalement des marchandises (3). De source gouvernementale, la Somalie consacrait 57 millions de dollars en 1982 pour les importations directes de khat, alors qu'elle se trouvait dans une situation économique difficile (4). Précisons cependant que les finances publiques bénéficiaient des taxes qui frappaient cette marchandise.

La baisse du rendement du travail et une perturbation de l'équilibre familial, dus à une consommation abusive de l'excitant, furent considérés comme une atteinte à l'ordre social. Mais derrière cette campagne officielle, se cachait une préoccupation politique : le khat était en grande partie consommé, cultivé et commercé en Somalie septentrionale par la confédération

clanique des Isaaqs, majoritaires au sein du MNS (Mouvement national somalien), fondé en avril 1981, qui demandait l'indépendance de l'ex-Somaliland. La séance de khat, pendant laquelle les hommes se retrouvaient dans une atmosphère d'euphorie générale, était un moment privilégié de discussions politiques (5).

Le khat : un symbole des combattants de la dictature du président Siyaad Barre

La prohibition du khat était donc, pour Siyaad Barre, un moyen d'affaiblir l'opposition des Isaaqs en interdisant un commerce dans lequel ils étaient fortement impliqués et qui pouvait financer leur résistance.

Une loi interdisant en Somalie la culture, l'importation, le commerce et la consommation de khat fut promulguée le 18 mars 1983. Elle fut suivie par la destruction systématique des plantations de la région d'Argeysa, de Togdheer et de Sanaag (6). Les contrevenants encouraient une amende de 5 000 dollars et quatre ans de prison (7). Des comités contre le khat furent créés aux niveaux national, régional et local, soutenus par une campagne d'information et d'éducation. Le National Committee for the Eradication of Khat, composé de hauts

(2) *Ibid.*

(3) D. Compagnon, *Ressources politiques, régulation autoritaire et domination personnelle en Somalie. Le régime de Siyaad Barre (1969-1991)*. Thèse pour le doctorat en sciences politiques. Université de Pau et des pays de l'Adour, février 1995, pp. 534-538.

(4) A.S. Elmi, Y.D. Ahmed, M.S. Samatar, « Expérience en matière de lutte contre la mastication du khat en Somalie », *Bulletin des stupéfiants*, vol. 34, n° 2, 1987.

(5) Cf. D. Compagnon, *op. cit.*

(6) R. Noor, « Qat Drug Ban Fails to Bite », *African business*, juin 1986.

(7) Cf. D. Compagnon, *op. cit.*

fonctionnaires de l'État se réunissait deux fois par mois pour coordonner la lutte contre ce stupéfiant (8).

Cependant, un certain nombre de problèmes se posèrent dès l'application de la loi. Parmi les 5 000 familles impliquées dans la culture du khat (9), la plupart ne furent pas indemnisées. Il fut surtout difficile de lutter contre la contrebande qui s'organisait le long des 2 800 km de frontière séparant le Kenya et l'Éthiopie, de la Somalie. En effet, l'illégalité du khat le transformait en marchandise très rentable pour les trafiquants qui imposaient des prix élevés. En 1989, d'après des dépêches de l'AFP (15 décembre 1988, 28 mars 1989), plus de 300 tonnes de khat et 971 camions impliqués dans ce trafic furent saisis. Quelques 7 500 personnes furent emprisonnées.

C'est à cette époque que les militaires accumulèrent les bénéfices obtenus en échange de leur coopération et contrôlèrent peu à peu ce trafic. Après avoir été un symbole de la lutte anti-coloniale, le khat devint une arme des combattants de la dictature de Syaad Barre. Mais pour le Président, la prohibition du khat était aussi une occasion de contrôler ce marché « illégal » et d'exercer son patronage par des autorisations ou des protections dûment rétribuées. Dans son étude du régime de Syaad Barre, Daniel Compagnon note qu'en 1983-1985, « on ne voyait plus de qaad dans les rues de Mogadiscio. Mais les hommes d'affaires et les membres de la nomenclatura du régime, continuaient à brouter en toute impunité dans des maisons spécialisées, les majlis. Les membres de la clientèle du Président — en commençant par sa femme, "Mama" Khadidja — étaient les mieux placés pour récupérer les profits du qaad » (10). Quant aux com-

merçants du Nord, les Isaacs, ils l'achetaient discrètement sur un marché à part, le *Sinaï* (11).

Le khat : un outil démagogique pour une dictature en proie aux oppositions

Les années 80 furent marquées, en Somalie, par un processus de segmentation clanique qui aggrava l'anarchie interne. Le MNS attaqua et prit le contrôle des villes d'Argeysa, Berbera et Burco. En 1989, la confédération clanique des Hawiyés, qui avait de nombreux intérêts dans la capitale, rompit avec le régime de Syaad Barre et forma le CSU (Congrès de la Somalie unifiée) qui s'organisa en pouvoir rival dans le Sud du pays. En 1990, face à l'intensification des troubles, Syaad Barre tenta d'instaurer le multipartisme.

C'est dans ce contexte « d'ouverture » politique de la nouvelle équipe gouvernementale, que le Premier ministre somalien, M. Mohamed Ali Samater, abolit, le 30 avril 1990, la loi de prohibition du khat pour satisfaire, selon ses dires, « les souhaits de la population ». Cette mesure très populaire était un moyen d'obtenir une certaine reconnaissance. Durant les 3 mois qui suivirent, le nouveau marché légal du khat s'organisa. 40 salles de vente s'ouvrirent et la culture reprit dans la région d'Argeysa.

Le khat : nouvel enjeu politique, économique et social

Quatorze mois de guerre urbaine entraînaient, fin janvier 1991, la

(8) Cf. A.S. Elmi, Y.H. Ahmed et M.S. Samatar, *art. cit.*

(9) Cf. M.R. Noor, *art. cit.*

(10) Cf. D. Compagnon, *op. cit.*

(11) S. Smith, *Somalie : la guerre perdue de l'humanitaire*, Paris, Calmann-Levy, 1993.

chute du président Syaad Barre, suivie par la guerre fratricide entre deux membres Hawiyés du CSU, le général Mohamed Farah Aidid et le président par intérim Ali Mahdi. Dans ce contexte de déstructuration sociale et culturelle, l'usage du khat a pris une nouvelle dimension. Source inespérée de bénéfices pour certains, stimulant et salaire pour les miliciens, échappatoire pour le peuple, il est devenu une denrée indispensable et, par là même, un enjeu politique et économique.

Un marché contrôlé par les chefs de guerre somaliens

1994 : vers six heures du matin, à Wilson Airport de Nairobi, 7 à 10 Piper Chieftain, Cessna ou Beechcraft décollent pour la Somalie, chargés de *miraa* cueillie quelques heures plus tôt dans le district de Meru. Les pilotes avouent que l'acheminement du khat leur rapporte 20 fois plus que le transport du personnel humanitaire.

Ils se posent sur K 50, l'aéroport construit, au début de la guerre, à 50 km de Mogadiscio, pour la sécurité des avions. Il est contrôlé par Osman Atto, financeur du général Farah Aidid. Les grossistes et les transporteurs doivent d'abord négocier avec lui ou les membres de sa famille avant de pouvoir acheminer la marchandise vers K 50. Les miliciens d'Osman Atto protègent le pilote et l'avion pendant que les ballots de khat sont chargés sur des taxis brousse et des technicals (12) qui partent en direction de Mogadiscio et des régions voisines. Certains négociants kenyans, qui achètent la *miraa* aux paysans meru des villages de Kangeta, Lare et Maua, puis financent le transport par avion, se font payer directement sur des comptes bancaires à l'étranger. Les autres

recupèrent à Nairobi les dollars ramenés par le pilote.

Le commerce du khat apporte des bénéfices aux chefs de guerre du conflit somalien qui prélèvent un impôt sur les cargaisons. Il est également pour eux, une nécessité, car ils doivent alimenter leurs miliciens en khat pour les motiver. Ils les rémunèrent en argent, en excitants : amphétamines et khat, puis en tranquillisant : la *Roche five*, c'est-à-dire 5 mg de valium. Les soldats Habr Gidir, du clan des Hawiye, en sont les principaux consommateurs car ils ne combattent pas sur leurs terres.

Les routes du khat vers la Somalie

Le Sud et le Centre de la Somalie sont maintenant desservis en khat kenyan par un trafic aérien, terrestre ou maritime bien organisé. Des avions partant de Wilson Airport, approvisionnent régulièrement les villes équipées d'un aéroport : Baidoa, Bardera, Lugh Ganana, Hod-dour, Belet Huen et Galcaio. Des voitures tout terrain franchissent la frontière somalo-kenyane, à partir des aéroports du Nord-Est du Kenya comme Garissa, Wajir, Liboi ou Dadaab. Le khat est également transporté par voie maritime à partir du port kenyan de Mombasa vers les ports somaliens de Kismayo, Brava et Mogadiscio (13).

La Somalie du Nord, dont la sécession fut proclamée le 17 mai 1991, est approvisionnée en khat éthiopien. Il est acheminé par voie de terre vers les villes somaliennes proches de la frontière comme Borama et la capitale Hargeysa. Parmi les 8 à 10 tonnes de khat, chargées quoti-

(12) Les technicals sont des voitures tout terrain, parfois volées aux organismes humanitaires, tronçonnées au niveau du pare-brise et aménagées d'une mitrailleuse lourde ou d'un canon de 105 mm.

diennement à Dire Dawa, dans l'avion cargo d'Éthiopian Airlines à destination de Djibouti, une partie est désormais envoyée dans le Nord de la Somalie. Deux compagnies djiboutiennes, Pontavia et Daallo prennent le relai vers les villes d'Hargeysa, Burco, Boosaaso et Laas Caanood. La culture du khat a repris au Nord-Ouest de la Somalie près de Borama, à Gabiley et à Arabsiyo.

Les camps de réfugiés somaliens du Nord-Kenya sont quotidiennement approvisionnés en khat par des avions en provenance de Nairobi, qui se posent sur des pistes d'atterrissage improvisées. Certains réfugiés vendent leur carte de ration alimentaire fournie par le HCR (Haut Commissariat pour les réfugiés), pour acheter un peu de miraa kenyanne. Durant la saison des pluies, alors que le transport de l'aide humanitaire se fait avec beaucoup de difficultés, le khat arrive toujours.

L'impact économique du marché du khat

Depuis le début de la guerre, le prix du khat a subi des variations très importantes. En juin 1991, à Mogadiscio, le *mijin* (la botte de khat) coûtait jusqu'à 80 dollars. En juillet-août 1994, il était descendu à 12 à 20 dollars (50-80 000 shillings somaliens) car les réseaux étaient bien organisés. Les différences de prix dépendent également de la qualité, de la fraîcheur de la plante et de la proximité des centres de production. En novembre 1994, à Hargeysa, le *mijin* d'un khat de très bonne qualité, cultivé localement, valait 2 à 3 dollars. A la même époque, au Sud-Sud-Ouest de la Somalie, loin de toute région productrice, le *mijin* d'un khat de très mauvaise qualité, acheminé à partir des villes kenyanes de Mandera et d'El Waaq, coûtait 4 à 5 dollars.

Les négociants kenyans et les revendeurs somaliens tirent profit de la situation, sachant que la vente est assurée, indépendamment de la qualité.

Un consommateur habituel de khat consomme quotidiennement un à deux *mijins* pour un budget moyen de 6 dollars. Une part importante du revenu familial est donc consacrée à cet achat, au détriment du nécessaire souvent vital. Un journaliste américain, Jonathan Stevenson, a calculé que les relations commerciales entre le Kenya et la Somalie drainent plus de 100 millions de dollars par an (en comptant les grossistes, les transporteurs et les revendeurs des rues) (14). Les bénéfices que les chefs de guerre tirent du contrôle du trafic servent à entretenir leurs miliciens ou sont versés sur des comptes bancaires à Rome (15). L'importation de khat provoque donc une fuite importante de capitaux somaliens.

Sachant que le shilling somalien n'est qu'une monnaie déliquescence et que l'activité économique s'est effondrée, on peut se demander d'où proviennent ces dollars. Les principales exportations de la Somalie sont la banane, le bétail et les armes. Les autres sources de devises sont les « impôts de protection » perçus par les chefs de guerre pour le contrôle des principales activités : commerce portuaire, plantations de fruits, hôtellerie, trafic aérien. Les organismes humanitaires ont loué leurs maisons jusqu'à 5 000 dollars par mois et acheté leur sécurité 60 dollars par jour aux chefs de guerre. L'ONUSOM a directement employé jusqu'à 2 800 Somaliens et formé au moins

(13) « Somalie, réseaux commerciaux, khat et héroïne », *La dépêche internationale des drogues*, n° 21, juillet 1993.

(14) *Ibid.*

(15) Cf. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 26 mars 1993.

8 000 policiers (16). Certains conte-neurs de l'ONUSOM, emplis de matériel ou de nourriture ont été directement « réexportés » et chargés sur des cargos indiens, ukrainiens ou arabes (17).

Une partie des dollars servant à l'achat de ce stimulant, suspecté d'être un facteur aggravant de la violence, provient donc des deniers de l'humanitaire. Le khat, exemple parmi d'autres, s'inscrit dans ce paradoxe de l'aide internationale à un pays du Sud. Par l'effet pervers d'une présence étrangère pourvoyeuse de devises, une économie de guerre se crée, qui favorise la poursuite du conflit.

Impact social de la consommation du khat

Les images médiatiques de jeunes miliciens brandissant leur kalashnikov, la bouche enflée de khat, ou celles de conducteurs de technicals, les pupilles dilatées sous l'effet de la drogue, ont véhiculé l'idée d'une consommation accrue.

De source gouvernementale, environ 4 000 tonnes de khat étaient annuellement importées en Somalie avant la prohibition du khat par le président Syaad Barre. En 1982, l'importation aurait été de 6 700 tonnes (18). Sachant qu'on évalue les quantités de khat acheminées sur la Somalie, à partir du Kenya et de l'Éthiopie, à 13 tonnes quotidiennes (19), une moyenne de 4 800 tonnes de khat serait importée chaque année. Il y a donc pratiquement autant de khat importé aujourd'hui, qu'il y a 12 ans. En tenant compte des réfugiés et des victimes de la guerre, la consommation de khat reste sensiblement la même qu'en 1982. Il est donc exagéré de parler d'épidémie khatique en Somalie

comme le suggèrent certains observateurs.

La séance de khat s'accomplit quotidiennement, accompagnée des cigarettes et du thé à la cannelle, du lait de chamelle ou du Coca Cola. Les langues se délient, les barrières claniques s'estompent et les espoirs paraissent possibles. C'est également l'heure où l'insécurité grandit et les coups de feu retentissent. La phase d'excitation terminée, chacun se retranche dans un silence maussade. Les femmes qui mâchent en public sont considérées comme des prostituées. Généralement, lorsqu'elles consomment du khat, elles partagent en privé la botte de leur compagnon. Paradoxalement, en Somalie, à Djibouti et en Éthiopie, ce sont souvent des veuves ou des femmes divorcées qui assurent la vente. Seules les vieilles somaliennes, à l'abri de leur âge, peuvent chiquer en public.

Pour les miliciens, le khat est un stimulant de l'énergie guerrière comme le haschich l'a été durant la guerre en Afghanistan et comme d'autres excitants le furent pour d'autres guerres. A sa décharge, on peut penser que l'usage du khat est un moindre fléau. En effet, dans ce pays musulman où l'alcool est pros- crit, il a peut-être été un rempart contre les drogues dures. A l'époque de sa prohibition en Somalie, on a en effet constaté un développement de l'alcoolisme et de la consommation de cocaïne, d'opium et d'héroïne. Mais il semble que certains chefs de réseaux, grâce à leurs contacts internationaux avec les pays du Golfe et certains pays d'Asie comme le Pakistan, écoulent maintenant des armes

(16) J. Ficatier, « Rêve de paix en Somalie verte », *La Croix*, 25 janvier 1993.

(17) J.-P. Ceppi, « Le port de Mogadiscio livré à lui-même », *Libération*, 28 février 1995.

(18) Cf. M.R. Noor, *art. cit.*

(19) Cf. « Somalie, réseaux commerciaux... », *art. cit.*

et des drogues dures en utilisant les circuits de distribution du khat et des produits alimentaires (20).

La « khatophobie » américaine

Au début de l'opération « Rendre l'espoir », les Américains ont tenté d'interdire l'accès de K 50 aux avions de khat par le contrôle de l'espace aérien. D'autres aéroports prirent le relais immédiatement, comme le K42, minuscule aéroport à 42 km de Mogadiscio. Le commandement américain fut pris d'une véritable « khatophobie » craignant de voir ses soldats contaminés par le khat comme ils le furent par l'héroïne en Indochine. Tout militaire américain pris en flagrant délit de mâchouiller cet excitant, était condamné à deux ans de prison. Tout Somalien désirent franchir l'entrée du « compound » américain, voyait son *mijin* immédiatement confisqué. L'attitude des Américains en Somalie pendant l'opération « Rendre l'espoir », fut marquée par la peur du contact et la méfiance à l'égard de l'environnement qui entraînèrent une incompréhension mutuelle.

La presse américaine mentionne des saisies de quelques kilos effectuées sur des Somaliens, Éthiopiens ou Yéménites. Sachant qu'à New York, une poignée de khat coûte 25 à 30 dollars et qu'une dose de krak s'obtient pour 3 dollars (21), il est invraisemblable que l'usage de cet excitant touche la population améri-

caine. La presse londonienne exprime également les inquiétudes de la police britannique face au trafic illégal de khat en Grande-Bretagne à destination des résidents éthiopiens, somaliens et yéménites. Ces derniers dépenseraient environ 4 livres, quotidiennement, pour acheter un peu de nostalgie de leur pays.

Au cours du XX^e siècle, le rôle du khat a varié au gré des événements politiques. Successivement plante des voyageurs, symbole de l'opposition à la puissance coloniale et au régime du président Syaad Barre, puis outil démagogique de ce même régime, il est devenu le stimulant de miliciens combattant leur propre peuple qui lui, y trouve son exutoire.

Il est clair que les moyens mis en œuvre, et l'argent — *a fortiori* celui de l'aide humanitaire — dépensés dans ce trafic, pourraient être utilisés pour la reconstruction de la Somalie. Bien sûr, cette amphétamine n'est pas recommandée dans une telle atmosphère de violence.

Mais... « *De quel droit des gens qui boivent de l'alcool peuvent-ils nous donner des leçons de sobriété ?* », répondent les Somaliens.

Isabelle Vouin-Bigot

(20) *Ibid.*

(21) « Somalie-États-Unis : la psychose du khat », *La dépêche internationale des drogues*, n° 16, février 1993.